

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RETRAIT IMMÉDIAT DES FONGICIDES SDHI : POLLINIS LANCE UNE PÉTITION AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 22 novembre 2018 – Devant l'urgence environnementale, la lenteur de réaction des autorités sanitaires, et l'obsolescence manifeste des tests d'homologation qui ont permis la mise sur le marché des fongicides SDHI, POLLINIS lance une pétition adressée au Président de la République, M. Emmanuel Macron, pour demander le retrait immédiat de ces substances.

« *Tout porte à croire que les fongicides SDHI sont une bombe à retardement présente partout dans nos champs, nos assiettes et dans l'air que nous respirons*, alerte Nicolas Laarman, délégué général de POLLINIS. *Ces molécules ont été autorisées sur la base de tests d'homologation inadéquats qui n'offrent aucune garantie réelle quant à leur innocuité pour les abeilles et les pollinisateurs, mais également pour la santé humaine et l'ensemble de la biodiversité.* »

Pour mettre les autorités sanitaires au pied du mur, et les représentants politiques face à leurs responsabilités, POLLINIS a décidé de :

- **financer les études scientifiques indépendantes** qui permettront aux chercheurs de mesurer l'impact réel des molécules SDHI sur les pollinisateurs, les vers de terre et la santé humaine ;
- **enquêter sur les mécanismes d'approbation** qui ont permis la mise sur le marché de ces pesticides, notamment les études d'évaluation que les firmes agrochimiques et les autorités sanitaires refusent toujours de dévoiler ;
- **lancer une pétition à la Commission européenne (déjà 200 000 signatures en trois semaines)**, demandant un moratoire immédiat sur l'ensemble des substances fongicides SDHI en attendant que la toxicité de ces molécules soit réévaluée.

Les fongicides SDHI sont déversés à grande échelle sur les cultures en Europe : au moins 70 % des surfaces de blé tendre et 80 % de l'orge d'hiver sont traitées aux SDHI. Ces substances sont aujourd'hui utilisées sur les cultures de tournesol, colza; les fruits et les légumes. Ils font partie des molécules les plus communément retrouvées dans nos aliments (voir notre fiche thématique).

L'ANSES, l'autorité sanitaire française, a confirmé à POLLINIS qu'un groupe d'experts avait été formé pour examiner les questions soulevées par des scientifiques de l'Inserm, de l'INRA, et du CNRS qui s'inquiètent des risques potentiels posés par ces pesticides. Toutefois, l'ANSES ne précise ni la composition de ce groupe, ni le périmètre de la mission qui lui a été confiée. L'agence n'a pas non plus donné de délai pour la remise de son rapport dont la sortie a déjà été repoussée deux fois. POLLINIS déplore qu'aucune nouvelle étude en laboratoire ou sur le terrain ne soit conduite, et que les études examinées ne concernent que la santé humaine, et pas les pollinisateurs ni la biodiversité.

« *Les firmes agrochimiques, les autorités sanitaires et les États membres de l'Union européenne sont en train de jouer avec le feu, comme pour le glyphosate ou les néonicotinoïdes*, s'inquiète Nicolas Laarman. *Et cela appelle une mobilisation et une réaction immédiate des citoyens, en France et dans toute l'Europe.* »

DOSSIER DE PRESSE :

- Fiche thématique SDHI
- Lien vers la pétition au Président de la République
- Lien vers la pétition à la Commission européenne

CONTACT

Julie Pecheur
juliep@pollinis.org – 06 74 55 81 81